BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

d'écoles de la Nouvelle-Ecosse—3118 ; fonctionnement du système ; en pratique les écoles séparées existent—3118 ; la crainte même d'une injustice ne doit pas subsister pour avoir la paix au N.-O.—3120; l'opposition divisée—3120; MM. Monk et Bergeron, MM. Hughes et Sproule—3121; si ce projet de loi n'est pas adopté, sir W. Laurier n'aurait qu'à se démettre et aucun gouvernement ne pourrait être formé ayant la confiance du parlement—3121; il y a crise—3121 ; il faudrait former un gouvernement absolument protestant—3122 ; il est inutile de se le dissimuler, nous sommes en présence d'une question religieuse—3122 ; si ce gouvernement tombait, il faudrait un gouvernement avec un programme religieux—3122 ; il faut chercher une autre solution—3122 ; évitons une lutte sur le terrain religieux—3123 ; signons une paix honorable—3123.

Discussion reprise—3125.

M. T. S. Sproule—Discours hon. Fielding plein de sombres menaces—3126; il a été le premier à dire qu'il y avait une question religieuse—3126 ; ce n'est pas l'opposition qui a introduit dans le bill l'étincelle qui peut allumer la guerre civile—3127 ; ce ne sont pas seulement les journaux conservateurs qui repoussent la mesure gouvernementale—3127; le "Globe" la condamne—3127 ; a voté en faveur du bill des Jésuites parce que c'était une affaire interne de la province de Québec—3129 ; conserve aujourd'hui la même attitude, ne peut pas en être blâmé—3129 ; l'art. 93 doit s'appliquer aux provinces jouissant de l'autonomie provinciale avant d'entrer dans l'union—3130; questions soumises à M. Christopher Robinson, C.R.—3131-3134 ; discours Laurier 3 mars 1896 3134-3137 ; pas d'ingérence dans les affaires des provinces, telle était sa doctrine—3138 ; interprétation personnelle de la constitution—3138 ; si les Territoires avaient été convertis plus tôt en provinces toutes ces difficutés n'auraient pas surgi—3139 ; interprétation Watson—3140; les luttes pour les droits des provinces—3141 ; l'Indien et son wigwam—3142 ; nous ne donnons pas pleine autonomie aux Territoires puisque nous empiétons sur leurs droits en matière d'instruction—3142 ; faut-il perpétuer un système comme celui des écoles séparées?—3144; l'instruction par le clergé a fait des Français un peuple d'illettrés et d'athées—3144; si on demande au Canada que l'éducation ne soit pas confiée au clergé, on est traité de fanatique—3145 ; on ne peut pas être blâmé de faire ce qu'ont fait la France, la Belgique, l'Italie—3143; si on accorde des écoles séparées aux catholiques, pourquoi pas à toutes les dénominations ?—3146 ; il y a cent trente religions au N.-O., faut-il des écoles séparées pour toutes?—3146 ; aucune église ne devrait avoir la direction de l'éducation—3146 ; elle appartient à l'Etat—3146 ; le cas de Terre-Neuve—3146 ; le système d'écoles d'Ontario et Québec est mauvais—3147 ;

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI CONSTITUANT LA PROVINCE D'ALBERTA—*Suite.*

M. T. S. Sproule—*Suite.*

si la population de l'ouest demandait des écoles séparées, il les accorderait cependant—3146 ; ce n'est pas la population catholique du N.-O. qui demande des écoles qu'on veut lui donner—3148 ; ce ne sont pas les autres provinces qui le demandent—3148 ; elles sont demandées seulement par le peuple et le clergé de Québec—3148.

M. O. Talbot—C'est le club Jacques-Cartier qui a monté le mouvement—3148.

M. Sproule—Québec ne connaît rien de la situation du N.-O.—3149 ; différence de condition dans le groupement de la population—3150 ; il sera impossible aux catholiques de maintenir une école—3150; cette école serait forcément inférieure—3150.

Hon. M. Brodeur—Signale à M Sproule qu'il n'a pas protesté contre bill de sir John Macdonald pour établir les écoles actuelles du N.-O.—3153.

M. Sproule—Ne comprenait pas bien alors la constitution—3153 ; brochure "Farms and Western Lands" où l'on attire les immigrants en disant que les écoles de l'ouest sont nationales—3153 ; les pétitions—3154 ; le "Gleaner" et les écoles—3156 ; la vente des fermes de Québec et l'expulsion des protestants—3158 on doit éviter les erreurs commises—3158 ; on dit que la population de l'ouest est favorable au bill et on n'ose pas tâter l'opinion et nommer un ministre de l'Intérieur—3158 ; représentation incomplète—3159 ; comparaison fallacieuse entre écoles du Canada et des Etats-Unis—3160 ; ne touchez pas aux provinces jumelles—3160.

Hon. W. Paterson—M. C. Robinson et l'hon. Fitzpatrick deux grands avocats ne s'entendent pas sur l'interprétation de la constitution ; il y a donc, pour tout le monde, le droit d'user de son jugement propre—3162 ; M. Robinson ne s'entend pas davantage avec M. Borden—3164; l'assemblée de Massey Hall—3165 ; va-t-on laisser les avocats traîner cette question de juridiction en juridiction—3165 ; ne vaut-il pas mieux laisser aux citoyens établis là-bas, jouissant depuis 30 ans de lois qui leur conviennent, la tranquillité dont ils ont toujours joui?—3165 ; lettres reçues—3166 ; en somme, l'esprit de la constitution, c'est que les droits des minorités soient sauvegardés—3167 ; c'est dans cet esprit que Geo. Brown a fait taire ses sympathies pour les écoles communes—3167 ; différence avec 1896 : nous n'abolissons ni ne violentons aucune loi de ces provinces, puisqu'elles n'existent pas—3168; nous confirmons une loi passée par la législature des Territoires—3169 ; M. Haultain a déclaré que même s'il était dictateur, il ne voudrait pas toucher aux lois scolaires existant dans les Territoires—3169 ; il ne faut pas laisser s'éterniser cette question—3170 ; les écoles actuelles des Territoires ne sont pas confession-